

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN AUX DEUX LOTS (CCAP)

L'Acheteur exerçant la Maîtrise d'ouvrage

Ministère chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Est

Représentant de l'Acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est

Objet du marché

Remplacement et réparation de joints de chaussée sur ouvrages d'art du réseau
routier national ÉTAT de la DIR Est

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	4
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	5
1-4. Passation des commandes.....	5
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-6. Sous-traitance.....	6
1-7. Dispositions générales.....	6
1-8. Ordres de service.....	9
1-9. Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	9
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
3-1. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	10
3-2. Variation dans les prix.....	13
3-3. Paiement direct des sous-traitants.....	14
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION –PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	14
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	14
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	14
4-4. Autres pénalités.....	15
4-5. Interventions urgentes.....	17
ARTICLE 5. AVANCE.....	17
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	18
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	18
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	19
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	19
ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	19
7-1. Conditions d'exécution.....	19
7-2. Conditions d'intervention.....	20
7-3. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	21
7-4. Piquetage général.....	22
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	23
ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	23
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	23

8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	23
8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	23
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	23
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	25
8-6. Registre de chantier.....	25
ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	26
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	26
9-2. Réception.....	26
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	26
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	26
9-5. Documents fournis après exécution.....	26
9-6. Garantie des prestations.....	27
9-7. Garanties particulières.....	27
ARTICLE 10. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	27
10-1. Admission.....	27
ARTICLE 11. RÉSILIATION.....	29
ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	30

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

La consultation concerne le remplacement et réparation des joints de chaussée sur les ouvrages d'art du réseau routier national ÉTAT de la DIR Est.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

- Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :
 1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec le RA, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 2 du CCAG travaux) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

1-2.2. Formes de notifications

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Le délai d'exécution démarre à la date inscrite sur le bon de commande ou, à défaut, à la date de rectification de celui-ci.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité de l'accord-cadre majorée de 3 mois.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par, et en fonction du lot concerné :

Lot 1 : Le Chef du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Franche-Comté ou son adjoint (SREI-FC – Réseau État)

Lot 2 : Le Chef du Service Régional d'Exploitation ou son adjoint (SREX-GE – Réseau État)

Chaque bon de commande précise :

- La désignation de l'ouvrage ;
- L'engagement juridique du marché
- Le numéro du lot
- La date et la durée des travaux ;
- Le lieu d'exécution et la zone géographique concernée ;
- La catégorie de la voie, le point routier et l'abscisse du lieu des travaux ;
- Les éventuelles restrictions de circulation mises en place ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Les plus-values éventuelles pour travail de nuit et/ou jour férié, ou en urgence ;
- Les prix forfaitaires / unitaires ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Les éventuelles mesures particulières à prendre concernant la sécurité et la protection de la santé et en particulier, celles ayant trait aux dispositions à prendre par l'entreprise du fait d'un travail à proximité de voie(s) sous circulation routière ;
- La référence du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique du bon de commande.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

L'opération de travaux est allotie, les prestations sont réparties en 2 lots géographiques désignés ci-après :

Désignation des lots	
Lot 1	Remplacement et réparation de joints de chaussée sur le réseau « État »

Désignation des lots	
Montant maximum	du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Franche-Comté (SREI-FC)
Lot 2 Montant maximum TTC	Remplacement et réparation de joints de chaussée sur le réseau « État » du Service Régional d'Exploitation du Grand-Est (SREX-GE)

1-6. Sous-traitance

La sous-traitance ne peut intervenir qu'en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessous.

Tous les documents constituant les actes de sous-traitance seront entièrement rédigés ou traduits en langue française.

Méthodologie de la demande de sous-traitance

Le formulaire de sous-traitance (DC4) signé des deux parties doit être envoyé à l'adresse suivante :

pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr

La signature électronique plus rapide est fortement recommandée.

Pour rappel, la combinaison signature électronique et manuscrite n'est pas réglementaire.

En cas de signature manuscrite, le formulaire de sous-traitance « papier » est à envoyer à l'adresse postale suivante :

**Direction interdépartementale des routes Est
BGAM – Pôle administratif
10-16 Promenade des Canaux
BP 82120
54021 Nancy Cedex**

Le montant maximal mentionné sur la DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du bon de commande.

Il est à noter que dans la mesure où un même sous-traitant devrait effectuer des prestations sur plusieurs bons de commande, il est nécessaire de rédiger un acte de sous-traitance pour chaque bon de commande.

1-7. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Tous les actes rapportés à ce marché, cités sur le site de la Direction des Affaires juridiques du MINEFI, à cette adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> et se rapportant à la phase d'exécution de ce marché, seront signés obligatoirement par signature électronique, dont les spécifications seront conformes à l'annexe 12 du CCP.

1-7.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-1-4.2 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L. 1262-1-1 et R. 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire. ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure

préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG travaux.

1-7.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000€ par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 8 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Clauses sociales et environnementales

1-7.4.1. Clauses environnementales

Le titulaire veillera à l'intégration de l'aspect environnemental dans ses interventions, notamment en termes de réduction des nuisances, de gestion des déchets, de modalités de transport, et de qualité environnementale des matériaux.

1-7.4.2. Clauses sociales

Sans objet.

1-8. Ordres de service

Les modalités d'exécution des prestations sont définies dans les bons de commande.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

1-9. Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Pour l'application du présent article, le responsable du traitement au sens du règlement européen 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, est l'acheteur et le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A – Pièces contractuelles :

- L'acte d'engagement par lot (**daté et signé par les représentants habilités des parties au moment de la notification**) ;
- Le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci s'y réfère (CCTG).
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

B – Pièces non contractuelles

- Le mémoire technique fourni dans l'offre.
- Le cadre de sous détail des prix forfaitaires (SDPF) ;
- Le Document Financier (DF) ;
- Les principales dispositions phasage travaux contrôles.

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Contenu des prix – Règlement des comptes

3-1.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis selon :

- Les dispositions de l'article 9 du CCAG Travaux ;

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. Ceci concerne tout particulièrement les opérations de visite des ouvrages sur site ;
- En tenant compte de la conformation des sites de travail et des conditions d'accès aux ouvrages ;
- En tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes :
 - la présence et la préservation de réseaux ;
 - l'établissement du Plan d'Assurance de la Qualité ;
 - l'établissement du Plan de Prévention et de la demande d'intervention sur réseau ;
 - les contrôles intérieurs et extérieurs ;
 - l'exploitation du domaine public ou privé.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :

Les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent dangereux ou impossible l'accomplissement du travail eu égard soit à la santé ou à la sécurité des salariés, soit à la nature ou la technique du travail à accomplir seront considérées comme des intempéries, et le travail ne peut être exécuté. Il s'agit des conditions suivantes :

- température $< 0^{\circ}\text{C}$ au moment de l'exécution de la prestation
- ou
- précipitations de plus de 10 mm/jour.

Le titulaire devra s'enquérir auprès d'un service de prévision météo reconnu, comme Météo France, la veille d'une intervention sur le terrain, des conditions météorologiques prévisibles. Si elles justifient a priori une intempérie, le titulaire devra informer le Service OA de la DIR Est et le Service signataire de la commande concernée au plus tard avant 15h00 la veille. Le titulaire devra décommander les éventuels moyens d'accès dont il a la charge, sans que cela puisse donner lieu à indemnisation de la part de la DIR Est.

Ces seuils constituent des intempéries qui suspendent l'exécution du marché. Il incombe au titulaire de fournir pour chaque ouvrage, les données de la station météo du poste météorologique le plus proche de l'ouvrage à inspecter, dont les relevés feront foi. La durée d'exécution de la prestation relative à un ouvrage sera prolongée. Les prestations faites dans les conditions météorologiques justifiant d'une intempérie ne seront pas acceptées par le RA.

3-1.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

3-1.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les missions seront payées en totalité, après validation de la bonne exécution de la commande par le RA.

3-1.4. Modalités de transmission et de paiement

3-1.4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur Chorus Pro à l'exception du cas particulier du projet de décompte final pour lequel le point de départ du délai de paiement correspond au dépôt du décompte général définitif sur Chorus Pro par le titulaire.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas cette obligation légale, la demande de paiement sera rejetée.

La dématérialisation des projets de décompte avec Chorus Pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne du projet de décompte. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Un abonnement préalable à l'espace « **factures de travaux** » dans **Chorus Pro** (un temps de validation à cet espace est requis depuis les données de votre compte) est nécessaire.

Les documents doivent être déposés en utilisant les codes suivants :

- **Cadres de facturation** : A4 : projet de décompte mensuel
ou
- **Cadres de facturation** A7 : Projet de décompte final
- **Destinataire** : SIRET DE LA DIREST 13000153000331
- **Numéro de l'Engagement Juridique (EJ)** : indiquer le numéro de marché fourni à 10 chiffres commençant par **13**xxxxxxxx
- **Numéro (EJ) du bon de commande** : indiquer le numéro du bon de commande fourni à 10 chiffres commençant par **14**xxxxxxxx.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter obligatoirement, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché : **13**xxxxxxxx
- Le n° d'EJ du bon de commande en **14**xxxxxxxx

3-1.4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours, modalité en vigueur.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2. Variation dans les prix

- À l'article 9-4 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-2.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-2.3 et 3-2.4, ci-dessous.

3-2.2. Mois d'établissement des prix du marché

- Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, comme indiqué en page 1 de l'Acte d'Engagement (AE).
- Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-2.3. Choix de l'index de référence

- L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est « **Travaux Publics** »

Index pour les 2 lots	Désignation
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010

3-2.4. Modalités de révision des prix

- Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

- I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;
- I_n = Valeur du dernier index de référence I définitif connu à la date anniversaire de la reconduction du marché

3-2.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par RA. Le RA règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-3. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION –PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

La réception sera validée par l'admission des prestations pour l'acheteur, si elles répondent aux stipulations du marché.

Le titulaire devra remettre une facture par bon de commande (correspondant au bon de commande annuel) et le paiement peut être partiel (au maximum une facturation partielle par bon de commande), détaillant la réalisation de 100 % des travaux commandés.

En fonction de la consistance de la commande, le délai d'exécution (ou l'échéance d'exécution) sera précisé dans chaque bon de commande.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Deux types de pénalités sont retenus :

- des pénalités par jours calendaires ;
- ou des pénalités horaires.

La catégorie de la voie sera précisée dans le bon de commande.

Pour chaque commande, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, les pénalités suivantes s'appliquent :

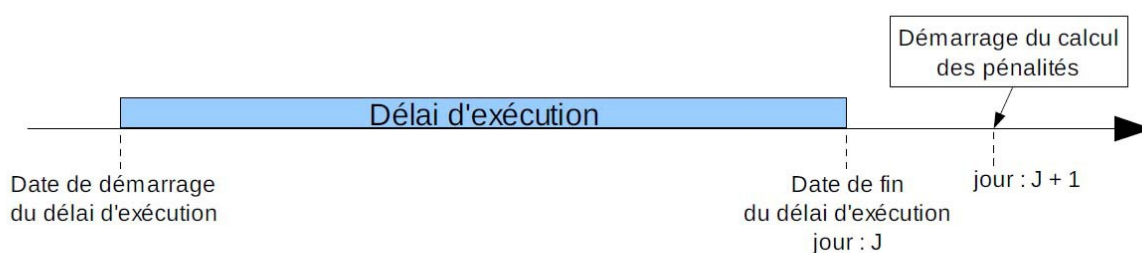
Catégorie de voies	Pénalité par jour calendaire	Pénalité horaire
VRU (voie rapide urbaine)	500 € HT/J	400 € HT/H
LA (liaison autoroutière)	400 € HT/J	250 € HT/H
RIR (réseau Inter-régional)	250 € HT/J	150 € HT/H

L'application d'une pénalité par jour calendaire ou d'une pénalité horaire dépend du niveau de précision indiqué au bon de commande. Ainsi, si la date de fin des délais d'exécution précise l'heure de remise sous circulation, en cas de retard les pénalités horaires s'appliquent, sinon, seules les pénalités par jour calendaire seront appliquées.

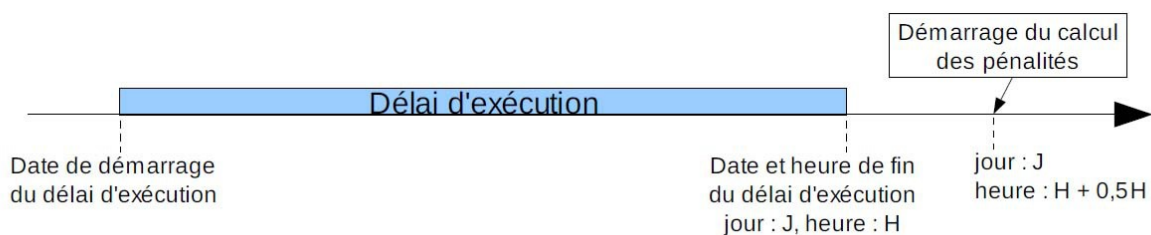
Le retard débute à compter de la date de démarrage du délai à laquelle a été ajoutée la durée du délai d'exécution augmenté d'un jour pour les pénalités par jours calendaires, d'une demi-heure pour les pénalités horaires. Les pénalités horaires s'appliquent au prorata du temps dépassé.

Schémas récapitulatifs :

Pénalités par jour calendaire :



Pénalités horaires :



4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions de l'article 19 du CCAG Travaux s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans le délai global des travaux. En cas de retard, par rapport à la fin du délai défini dans la commande, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de **trois cents euro (300 €)**.

4-4.2. Documents de traçabilité des déchets

Conformément à l'article 36.2 du CCAG travaux, et afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité. Ainsi, il devra remettre au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets. Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas de défaut caractérisé de transmission des documents au maître d'ouvrage dans les conditions définies à l'article 36.2 du CCAG Travaux : une pénalité de **cent euros (100 €)** est appliquée par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-4.3. Documents fournis après exécution

- Documents nécessaires à l'exécution du marché :
 - En cas de non-respect des délais fixés à l'article 8-1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **trois cents euros (300 €)**.
- Documents fournis après exécution du marché :
 - En cas de retard dans la fourniture des documents, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **cent euros (100,00 €)**.

4-4.4. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation (établies par commande si nécessaire), le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **trois cents euros (300,00 €)**.

4-4.5. Rendez-vous de chantier

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à **trois cents euros (300,00 €)**.

4-4.6. Emploi d'un BRH

S'il est constaté, pour la dépose ou la réparation du joint, l'emploi d'un brise roche hydraulique (quel que soit le type de BRH) sans l'accord préalable du maître d'œuvre, le titulaire encourt une pénalité fixée à **mille euros (1 000,00 €)** par infraction constatée.

4-4.7. Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité

En cas de non-respect des règles d'hygiène et de sécurité, formalisé par un constat d'évènement, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière, par infraction, fixée à **trois cents euros (300,00 €)**.

Pour chacune des pénalités ci-dessus, le point de départ correspond à la fin des délais respectifs figurant au bon de commande notifié.

4-4.8. Non-respect des règles générales sur la protection des données (RGPD)

En cas de non-respect des règles générales sur la protection des données (RGPD) formalisé par un constat d'évènement, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière, par infraction, fixée à **trois cents euros (300,00 €)**.

4-4.9. Non-respect des clauses environnementales générales

En cas de non-respect des clauses environnementales générale de l'article 20.2 du CCAG Travaux, formalisé par un constat d'évènement, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière, par infraction, **fixée à trois cents euros (300,00 €)**.

4-5. Interventions urgentes

Les interventions urgentes seront effectuées sur simple appel téléphonique, télécopie ou courriel de l'une des personnes de la maîtrise d'œuvre, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmé par bons de commandes signés par l'une des personnes habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-4 du présent CCAP.

Elles concernent les prestations de mise en sécurité d'un joint de chaussée

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- En heures ouvrables de jour (soit de 8h00 à 18h00) : délai de 24 heures
- En heures non ouvrables : délai de 48 heures

Le délai commence à courir à partir de l'appel téléphonique adressé à l'une des personnes désignées comme responsable du marché. Il est compté en heures/jours de non-intervention.

ARTICLE 5. AVANCE

Les modalités de règlement de l'avance répondent aux articles 10 du CCAG Travaux.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % minimum de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement débutera dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

7-1.2. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Le titulaire se chargera de la gestion de l'exploitation de l'opération sur le réseau secondaire (hors réseau routier national), après avoir reçu l'accord par l'acheteur sur le dispositif envisagé, lors de la période d'appropriation.

La signalisation sur le réseau routier national sera réalisée par les districts compétents de la Direction Interdépartementale des Routes. L'entreprise devra respecter la signalisation mise en place ainsi que les consignes éventuelles du personnel sur le site.

La signalisation sur le réseau secondaire (hors réseau routier national) devra répondre aux exigences de l'exploitant concerné. Le titulaire devra se conformer à la signalisation mise en place et aux consignes du dit exploitant. Il est à ce titre en charge de la planification, des contacts et de la mise en œuvre du balisage sur le réseau secondaire, conformément aux prescriptions du CCTP.

7-1.3. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du bon de commande, la liste nominative du personnel appelé à intervenir sur le projet et conforme à l'offre remise par le titulaire. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel. Elle sera soumise à validation de l'acheteur.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le RA se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...) ;
- Les moyens d'accès à l'ouvrage visité, à l'initiative du titulaire (y compris nacelle positive si nécessaire) ;
- Les dispositifs d'exploitation (signalisation, etc) exigés par l'exploitant du réseau secondaire, le cas échéant.

7-1.4. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Prise en charge des installations

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'acheteur.

7-2. Conditions d'intervention

7-2.1. Période

La période d'intervention s'étend de huit heures à dix-huit heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

Pour certains travaux, les contraintes d'exploitation peuvent impliquer des périodes d'intervention de nuit, de week-end ou de jour fériés. Dans le cas de contraintes ferroviaires, le titulaire devra se plier aux créneaux définis par le gestionnaire du réseau ferroviaire.

7-2.2. Documents à établir après intervention

Le titulaire est tenu de produire un dossier des ouvrages exécutés si la demande lui en est faite par le maître d'œuvre. Ce document appelé DOE devra être produit après l'exécution d'une commande, et contenir à minima les éléments suivants :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;

Par dérogation à l'article 29 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés :

- Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad,
- Les autres documents sous le format : ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf .

Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

7-3. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel.
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

7-3.1. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site

A - Informations préalables à l'inspection commune des lieux de travail

Dans un délai de 7 jours à compter de la notification du marché, le titulaire transmet par écrit au chef de la Division d'Exploitation concerné par le lot en question.

- La date de leur première intervention sur le site ;
- La durée prévisible de leur intervention ;
- Le nom et qualification de la personne chargée de diriger l'intervention sur le site ;
- Les noms de tous les sous-traitants ainsi que l'identification des prestations sous-traitées ;

- Le nombre prévisible de salariés affectés aux prestations se déroulant sur le site, y compris ceux des sous-traitants ;
- Le nombre total prévisible d'heures de travail pour réaliser ces prestations, y compris les sous-traitants ;
- Le nom et lieu de travail des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de chaque entreprise extérieure ;

B - Inspection préalable des lieux de travail - Analyse des risques

A l'initiative du chef de la Division d'Exploitation concerné par le lot en question il est procédé à une inspection commune des lieux de travail conformément aux articles R.4512-2 à 5 du Code du Travail.

Le chef de l'entreprise utilisatrice communique au titulaire les consignes de sécurité applicables aux prestations et concernant le personnel du titulaire.

Les chefs d'entreprises se communiquent toutes les informations nécessaires à la prévention des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels.

Le même jour, à l'issue de cette inspection et au vu des informations communiquées, les chefs d'entreprises procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels.

C - Plan de prévention et autorisation d'intervention réseau

Conformément aux articles R.4512-6 à 12 du Code du Travail, un plan de prévention est établi par les chefs d'entreprises. Le modèle de plan de prévention de la DIR Est sera fourni et à compléter pour chacune des opérations. Aucune intervention sur site ne sera autorisée avant d'avoir un plan de prévention validé et signé par la DIR Est.

De même un formulaire d'autorisation d'intervention sur le réseau routier national est à compléter avant chaque inspection. Aucune intervention sur site ne sera autorisée avant d'avoir le formulaire validé et signé par la DIR Est.

7-3.2. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site

A - Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

B - Les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

A son initiative ou à la demande d'un chef d'entreprise extérieure, le chef d'entreprise utilisatrice organise une ou des inspection(s) et réunion(s) auxquelles les chefs d'entreprises extérieures convoqués doivent obligatoirement participer. Les mesures décidées à l'occasion de ces inspections ou réunions font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

C - Le chef d'entreprise extérieure informe le chef d'entreprise utilisatrice de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés conformément au A du présent article.

7-4. Piquetage général

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG, avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire, à ses frais, contrairement avec le maître d'œuvre afin de délimiter l'emprise des travaux. Le titulaire devra soumettre à l'agrément du maître d'œuvre, le choix du géomètre.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Par dérogation à l'article 27.3.1 et au dernier alinéa de l'article 27.3.3 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

En fonction de la nature des travaux à exécuter, le bon de commande précisera si une période de préparation est nécessaire et le cas échéant quels documents seront à fournir par l'entreprise durant cette période (études de dimensionnement, plans, SOSED, PPSSPS, ...)

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;

- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-6. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, il n'est pas prévu de registre de chantier.

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés :

Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

9-6. Garantie des prestations

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

9-7.1. Garantie particulière des joints de chaussée et trottoirs :

Le titulaire garantit le Maître de l'Ouvrage contre tout défaut des joints de chaussée et de trottoirs pendant un délai de cinq (5) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou à faire effectuer à ses frais - y compris frais d'exploitation induits-, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage, dans le délai de deux (2) mois, toutes les recherches sur l'origine des défauts et réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux désordres qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou des matériaux employés ou des conditions d'emploi ou du fonctionnement de l'ouvrage.

S'agissant de la bonne tenue des solins et des joints, si les essais réalisés tels que prévus au CCTP ont révélé une résistance inférieure aux seuils requis, cette garantie particulière s'appliquera automatiquement dès lors que des dégradations sont constatées et impliquent une réparation.

Concernant les travaux de réparation prévus au marché, le titulaire garantit toutes les réparations effectuées, y compris dans le cadre de la garantie susvisée, pendant un délai de deux (2) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou à faire effectuer à ses frais - y compris frais d'exploitation induits -, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage, dans le délai de deux (2) mois, toutes les recherches sur l'origine des défauts et réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux désordres qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou des matériaux employés ou des conditions d'emploi ou du fonctionnement de l'ouvrage.

Les frais d'exploitation liés à la réalisation de ces travaux seront facturés à l'entreprise.

Tous les frais liés à la réparation dans le cadre de la garantie sont à la charge de l'entreprise (balisage, déviation, SH, enrobés...) Les frais d'exploitation seront facturés à l'entreprise. En cas de dégradation présentant un danger pour les usagers, l'entreprise doit intervenir dans le délai demandé par le maître d'oeuvre.

ARTICLE 10. ADMISSIONS ET GARANTIES

10-1. Admission

Une vérification est effectuée à chaque commande :

- quantitative : dénombrement des prestations et quantités prévues ;

- qualitative : respect des caractéristiques techniques des matériaux et fournitures, ainsi que des modalités d'exécution et de mise en œuvre des travaux (décrites au CCTP du présent marché).

À la suite de ces vérifications, l'admission sera réputée acquise tacitement, sous réserve des vices cachés, dans un délai de quinze (15) jours suivant la fin des prestations se rapportant à la commande, si l'acheteur n'a pas notifié sa décision dans ce délai.

En cas de non-conformité, la commande pourra, dans les conditions fixées aux articles du CCAG travaux :

- Être refusée et donner lieu à une nouvelle exécution ;
- Être acceptée en l'état.

Vérifications quantitatives :

Elles sont effectuées par l'Exploitant (Le Chef du Service Régional d'Exploitation de la DIR Est concerné par la commande) et portent sur les quantités conformément à la commande.

Vérifications qualitatives :

Elles sont effectuées par l'Exploitant (Le Chef du Service Régional d'Exploitation de la DIR Est concerné par la commande), et portent sur les qualités d'exécution et de mise en œuvre des prestations réalisées, conformément à la commande et aux prescriptions définies dans le CCTP du présent marché.

Elles sont effectuées dans un délai de 15 jours à dater de la fin de la période d'exécution des travaux.

10-1.1. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le Représentant de l'Acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché. Elle passe par la production d'une décision d'admission signée et transmise par le commanditaire.

Nota : En interne à la DIR-EST, le Service Ouvrages d'Art produira une attestation du service fait (ASF), jointe à cette décision, pour le paiement des factures.

Conformément à l'art. 28-2 du CCAG, les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de vérification des prestations de 15 jours.

Conformément à l'art. 29 du CCAG, si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai de vérification ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

Les délais d'admission des prestations courent à compter de la date de fourniture des documents attendus.

10-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire

entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 46 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

10-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RA et soumis aux dispositions du présent CCAP.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 53 du CCAG Travaux, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

10-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus. Délais indiqués dans l'article 55 du CCAG.

ARTICLE 11. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 49 du CCAG.

Sans préjudice des dispositions de l'article 7 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le RA peut résilier le marché dans les conditions de l'article 49 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le RA résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 7 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du RC sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-7.3	déroge à l'article	8 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2	déroge à l'article	9.4 du CCAG
CCAP 6-3	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 7-2.2	déroge à l'article	29 du CCAG
CCAP 7-4	déroge à l'article	27.1 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 8.1	déroge à l'article	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 8.6	déroge à l'article	28.5 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10-1.3	déroge à l'article	30.3 du CCAG
CCAP 10-1.4	déroge à l'article	53 du CCAG

b) RC

RC 3-2	Déroge à l'article	4-1 du CCAG
--------	--------------------	-------------

